



**GENERAL FISHERIES COMMISSION FOR
THE MEDITERRANEAN**
**COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES
POUR LA MÉDITERRANÉE**



Cinquième session du Comité de l'administration et des finances (CAF)

Siège de la FAO, Rome (Italie), 19-24 mai 2014

**BUDGET DE LA CGPM ET CONTRIBUTIONS DES MEMBRES
POUR 2014-2016**

- **Projet** -

INTRODUCTION

1. Conformément aux règles financières de la CGPM, ce rapport présente le projet de budget autonome de la CGPM, suivant une nouvelle approche qui couvre les exercices 2014 à 2016 (annexe 1), ainsi que les contributions prévisionnelles demandées à ses Membres pour cette même période (annexe 3 – Contributions des Membres). Il apporte également des informations sur les contributions volontaires apportées par les donateurs, qui servent à financer les activités stratégiques prévues au titre du Programme cadre de la CGPM et actuellement gérées par le Secrétariat. L'appui apporté jusqu'à présent par la FAO – via divers services et ses projets régionaux – à la Commission en vertu de l'Accord portant création de la CGPM¹ n'est pas quantifié dans le présent rapport.

HYPOTHÈSES ET INCERTITUDES

Hypothèses

2. Les hypothèses suivantes, qui ont des incidences budgétaires, sont présentées à la Commission pour examen.

- Les Membres s'efforceront de transmettre rapidement au Secrétariat les données demandées et apporteront leur appui en faisant intervenir des experts et les coordonnateurs nationaux;
- Le Secrétariat devra étoffer son personnel technique pour faire face au volume de travail croissant et aux nouveaux défis que devra affronter l'Organisation;
- On suppose que l'inflation et le taux de change dollar/euro ne subiront pas de variations importantes par rapport à 2013;
- Le soutien apporté par la FAO et par ses projets régionaux à la Commission et à ses organes subsidiaires sera maintenu à un niveau au moins équivalent à celui récemment atteint.
- Des ressources extrabudgétaires seront nécessaires pour financer le coût des services informatiques dématérialisés (*cloud services*) qui ont été utilisés comme plateforme intégrée pour les réunions et la gestion de l'information, la transmission des données sur l'évaluation des stocks, les activités techniques et la communication avec les parties prenantes de la CGPM;

¹ Article XI.3 de l'Accord portant création de la CGPM.

- Le soutien financier apporté par le pays hôte, à savoir l'Italie, depuis que le Secrétariat a été transféré au Palazzo Blumenstihl, sera maintenu et permettra de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du Secrétariat; la contribution de 46 000 EUR de la FAO, à cette même fin, sera également maintenue;
- Aucun voyage des vice-présidents de la Commission ou de ses organes subsidiaires n'est envisagé, sauf en leur qualité de président (pour deux voyages par an, tout au plus);
- Les activités clés et les projets *ad hoc* de la CGPM seront toujours exemptés du prélèvement de 8 pour cent appliqué aux projets de la FAO au titre de l'amélioration du recouvrement des coûts (ICRU).

Incertitudes

3. Des incertitudes demeurent quant à la mise en œuvre des décisions qui pourraient être adoptées par la Commission lors de sa trente-huitième session (comme l'organisation d'activités liées aux plans de gestion pluriannuels et au corail rouge, la mise en œuvre du Cadre de référence pour la collecte de données, des initiatives liées à la pêche artisanale et à la plateforme aquacole multi-acteurs, ou toute décision résultant des sessions du Comité de l'administration et des finances et du Comité d'application). Ces incertitudes ne sont pas prises en compte dans le projet de budget présenté.

Questions en suspens

4. L'annexe 3 du document CAF:V/2014/2 indique que le gouvernement de la Serbie a un arriéré de contribution de 8 785,42 \$EU, qui relève d'une contribution due avant son retrait de la CGPM. La Commission est invitée à envisager une annulation de cet arriéré dans ses comptes.

BUDGET DE LA CGPM POUR 2014-2016

Approche triennale de la proposition de budget

5. Le budget proposé pour 2014-2016 tient compte de la demande faite par la Commission lors de sa troisième session extraordinaire (qui s'est tenue à Athènes en avril 2014) de calculer, à compter de 2014, le budget de la CGPM en EUR en suivant un nouveau calendrier triennal à moyen terme. La nouvelle approche est fondée sur:

- i) une estimation des dépenses administratives et opérationnelles du Secrétariat;
 - ii) la nécessité de modifier l'élaboration du budget en vue de garantir les ressources financières assurant le bon fonctionnement de la Commission. Cela permettra d'éviter les carences de financement liées, *inter alia*, aux variations des taux de change affectant les salaires et les dépenses opérationnelles globales.
6. La nouvelle proposition de budget est basée sur les éléments suivants:
- i) pour 2014, les contributions des Membres de la CGPM seront encore payées dans un délai de 30 jours après l'approbation du budget. À partir de 2015, les contributions seront payées entre le 1er janvier de l'année civile de l'exercice et un mois après la session annuelle (qui représentera la date limite de paiement de la contribution). Lors de la trente-neuvième session, en 2015, en même temps que le budget pour 2016-2017 sera adopté un budget prévisionnel pour 2018. Cette approche sera conservée par la suite;
 - ii) le budget triennal sera discuté en EUR et les contributions seront converties en dollars des États-Unis. Les appels de fonds continueront par conséquent d'être faits en dollars des États-Unis et les contributions continueront d'être payées en dollars des États-Unis sur une base annuelle;

- iii) chaque année, le Secrétariat élaborera une proposition à trois ans destinée à la Commission, comprenant un budget définitif pour les deux premières années et un budget prévisionnel pour la troisième année. Celui-ci sera finalisé ou réajusté l'année suivante en fonction du plan de travail annuel de la Commission et de ses organes subsidiaires;
- iv) le plan de travail annuel des activités de la CGPM sera proposé, discuté et approuvé à chaque session annuelle. Les autres activités stratégiques *ad hoc* – financées de manière extrabudgétaire – seront discutées à chaque session annuelle et devront être approuvées par les Membres de la CGPM;
- v) la redéfinition des différents chapitres du budget sera progressivement alignée sur les normes de la FAO. Il est proposé que les trois principaux piliers du budget de la CGPM soient les suivants: Personnel, Fonctionnement et Activités stratégiques;
- vi) le budget nécessaire pour couvrir les nouvelles activités proposées par la Commission doit être ajouté au total proposé.

7. A la demande de la Commission, le budget des projets de coopération financés par des ressources extrabudgétaires est géré séparément du budget autonome de la CGPM. Ces projets sont menés par la CGPM et incluent les activités du Programme cadre de la CGPM.

Budget autonome de la Commission

8. Le budget pour la période 2014-2016 est présenté en annexe 1 du présent document. Les données sont expliquées plus en détail dans la note explicative en annexe 2. L'annexe 3 présente un tableau comparatif des contributions pour la période 2014-2016. Elle montre le calcul des contributions des États Membres pour les exercices 2014, 2015 et 2016, sur la base des captures moyennes et du PIB de chaque membre pour la période 2009-2011 (contribution 2014), 2010-2012 (contribution 2015) et 2011-2013 (contribution 2016), données présentées séparément dans les annexes 4 (a, b et c), 5 (a, b et c) et 6 (a, b et c), conformément au schéma approuvé, annexé au règlement financier de la CGPM.

9. Sur la base de ces éléments, le budget proposé pour les exercices 2014 et 2015 et le budget prévisionnel pour 2016 permet de couvrir les frais de personnel du Secrétariat tels que présentés dans le tableau A de l'annexe 1. Un assistant administratif a été recruté en février 2014 pour une durée de quatre mois pour remplacer l'assistant administratif de la CGPM (G-3), en congé sans traitement; ce poste peut devenir vacant en juin 2014, auquel cas une annonce serait publiée pour un recrutement à un poste similaire à un niveau G3-G4 (en fonction des besoins). Plusieurs recrutements sont prévus en 2014: le recrutement d'experts techniques, en qualité de consultants sous contrat, pour des missions liées aux pêches artisanales, à la collecte de données et à la mise au point de certaines publications et études spécifiques; le recrutement d'un consultant chargé de liaison dont la mission sera de gérer la communication avec les Membres de la CGPM, des organisations partenaires et des parties prenantes. Le recrutement d'un agent de sécurité (G-2) restera en suspens en 2014, alors que le recrutement d'un chargé de liaison est prévu en novembre 2015 (2 mois). Le budget présenté couvre également l'organisation des réunions statutaires de la CGPM.

10. Sur la base des informations et des données dont dispose le Secrétariat, et en prenant pour hypothèse que la Commission approuvera toutes les dépenses, le montant total du budget autonome est estimé à **1 632 073 EUR** pour 2014, **1 686 936 EUR** pour 2015 et **1 757 145 EUR** pour 2016². Cela représente une augmentation de 3,36 pour cent en 2015 par rapport au budget 2014 et une augmentation de 4,16 pour cent en 2016 par rapport au budget proposé pour 2015.

² Les montants indiqués n'incluent pas les contributions de la CGPM aux activités financées au moyen de ressources extrabudgétaires, identifiées en annexe 1, tableau B

Ressources extrabudgétaires

11. La situation des projets actifs, y compris leurs aspects financiers, est décrite dans le document CAF:IV/2014/2. Les activités prévues, ainsi que leurs incidences sur le budget 2014, sont indiquées ci-dessous:

Projet de coopération de la Commission européenne à l'appui des activités de la CGPM

«Fournir un appui aux travaux du Groupe spécial dans le but de: A) renforcer les cadres de collecte et de communication des données relatives aux pêches relevant de la zone de compétence de la CGPM et B) favoriser l'application des directives de la CGPM sur les plans de gestion pluriannuels.»

12. Les activités liées à ce projet – financé à 90 pour cent par un donateur – se sont achevées en mars 2014. La dépense totale en 2014 s'est élevée à **25 994 \$EU**. Durant les premiers mois de 2014, et jusqu'à sa conclusion, le projet s'est concentré sur la préparation de documents techniques liés aux pêches en mer Noire, en collaboration avec des consultants recrutés à cet effet.

«Fournir un appui renforcé aux travaux du Groupe spécial dans le but de: A) renforcer les cadres de collecte et de communication des données relatives aux pêches relevant de la zone de compétence de la CGPM et B) favoriser l'application des directives de la CGPM sur les plans de gestion pluriannuels.»

13. Ce projet – financé à 90 pour cent par un donateur – s'est achevé en avril 2014. Entre le début de l'année et l'achèvement de ce projet, un montant total de **20 156 \$EU** a été alloué au financement de l'organisation du Sous-Groupe de l'évaluation des stocks en Mer Noire et aux ateliers visant à tester la faisabilité de la mise en œuvre des plans de gestion pluriannuels en mer Noire.

«Améliorer l'état des pêches en Méditerranée et en mer Noire par une collecte de données renforcée, une meilleure gestion des pêches et une meilleure application des directives»

14. Depuis le début de l'année, ce projet s'est concentré sur la préparation d'ateliers portant sur i) la gestion du corail rouge et ii) les aires marines protégées en Méditerranée et mer Noire. Ce projet a également travaillé sur les besoins liés à l'application du Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM, menée en consultation avec le Comité scientifique consultatif (CSC) et ses organes subsidiaires. De plus, un atelier sur l'harmonisation des études scientifiques en mer Noire et des ateliers de suivi sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et sur les plans de gestion sont prévus en 2014, ainsi qu'un atelier sur les élasmobranches. Enfin, 2014 verra également la préparation du premier rapport de la CGPM sur l'état des pêches en Méditerranée et en mer Noire (qui sera publié à la mi-2015), autre activité importante. Certains consultants seront recrutés pour participer à la phase finale de ces activités.

Projets de coopération à l'appui des Groupes de travail du CAQ sur le développement durable de l'aquaculture (InDAM, Phase 3) et sur la sélection des sites et la capacité de charge (SHoCMed, Phase 3)

15. SHoCMed Phase 3, initié en novembre 2012, s'est achevé en janvier 2014. En 2014, un montant de **1 649 \$EU** a été dépensé pour achever un projet de suivi environnemental des activités d'aquaculture marine. Le rapport décrivant les activités menées et le rapport financier sont en cours de rédaction.

16. InDAM Phase 3, initié en novembre 2012, s'est également achevé en janvier 2014. Le rapport décrivant les activités menées et le rapport financier seront envoyés au donateur dans les prochaines semaines. Un montant de **22 273 \$EU** a été dépensé pour une réunion sur les indicateurs du développement durable de l'aquaculture et leur utilisation (qui s'est tenue au Maroc) et pour un travail de suivi sur les indicateurs régionaux et les points de référence.

Projet multidonateurs à l'appui des activités de la CGPM visant à améliorer et à moderniser la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Groupe spécial/Programme cadre)

17. Dans le contexte du Programme cadre de la CGPM, la Commission a bénéficié de la contribution de plusieurs de ses Membres. Ainsi, **18 000 \$EU** ont été versés par la Turquie en vue de couvrir les dépenses d'interprétation et de logistique liées à la réunion du Groupe de travail sur l'amendement du cadre juridique de la CGPM, qui s'est tenue à Istanbul en février 2014. Une contribution de **15 000 EUR** a été versée par l'Espagne, qui devrait renouveler cette contribution dans les prochaines semaines. D'autres subventions destinées à financer le Programme cadre de la CGPM sont attendues de la part de l'Italie, de la France et de Monaco. Les activités organisées dans le cadre du Groupe spécial/du Programme cadre de la CGPM sont les suivantes: a) des ateliers sur l'évaluation des stocks et des tests de faisabilité sur l'application des directives de la CGPM sur les plans de gestion pluriannuels; b) un atelier sur la gestion du corail rouge en Méditerranée; c) un atelier sur les aires marines protégées en Méditerranée et en mer Noire; d) la session extraordinaire de la CGPM pour l'amendement de l'Accord portant création de la CGPM; et e) la phase préparatoire du projet commun à la CGPM et au Ministère italien de l'environnement sur l'état écologique des populations marines (MedSUIT), décrit ci-après. Ces activités ont nécessité la participation du personnel du Secrétariat, de consultants et la coopération avec les Membres de la CGPM et avec des tierces parties. Les travaux techniques et la méthodologie utilisée au cours de ces activités ont été approuvés par le Comité scientifique consultatif.

Coopération méditerranéenne entre le Ministère de l'environnement italien et la CGPM pour l'utilisation durable des ressources biologiques marines (MedSUIT)

18. MedSUIT, un projet initié il y a dix-huit mois, collecte des informations sur l'état écologique des populations marines exploitées en Méditerranée, conformément à la Directive cadre européenne stratégie pour le milieu marin et à l'initiative ECAP. Dans ce contexte, un certain nombre d'activités ont déjà été menées depuis le début de l'année 2014, notamment des missions de conseil, la participation à des réunions liées à la Directive cadre européenne stratégie pour le milieu marin et à l'initiative ECAP et des activités de coordination avec d'autres organisations compétentes (PNUE-PAM et Conseil International pour l'Exploration de la Mer, CIEM). La création d'un portail SharePoint dédié à cette initiative est en cours. Une réunion de lancement devrait avoir lieu au cours du second semestre 2014.

Contributions extrabudgétaires de la FAO et de l'Italie aux dépenses de fonctionnement du siège de la CGPM

19. La FAO continuera à verser à titre volontaire une contribution de **62 500 \$EU** pour 2014 pour couvrir des coûts d'exploitation spécifiques (eau, électricité, nettoyage, assurance des locaux, etc.), tandis que l'Italie versera une contribution de 100 000 EUR par an à cette même fin.

SUITES QUE LA COMMISSION EST INVITÉE À DONNER

20. À la lumière de ce qui précède, la Commission est invitée à examiner les budgets autonomes proposés pour 2014 et 2015 ainsi que le budget prévisionnel pour 2016, en tenant compte de l'augmentation de certaines dépenses nécessaires, comme l'indique la note explicative figurant en annexe, et à prendre des décisions en conséquence.

ANNEXE 1

Tableau comparatif du budget autonome de la CGPM pour la période 2014-2016

A- Budget autonome		2014		2015		2016		Variation (en %)	Variation (en %)
		EUR (€)**	% du total	EUR (€)**	% du total	EUR (€)**	% du total	2014-2015	2015-2016
PERSONNEL	PERSONNEL DU CADRE ORGANIQUE*								
	Secrétaire exécutif, D-1	203 560	12,47 %	205 014	12,15 %	206 468	11,75 %	0,71 %	0,71 %
	Secrétaire exécutif adjoint (gelé pour 2014-2015)	-	-	-	-	-	-		
	Fonctionnaire principal de liaison (aquaaculture), P-5	189 020	11,58 %	190 474	11,29 %	191 928	10,92 %	0,77 %	0,76 %
	Spécialiste des ressources halieutiques, P-4	146 854	9,00 %	148 308	8,79 %	149 762	8,52 %	0,99 %	0,98 %
	Chargé de l'information (pêches), P-2	121 046	7,42 %	122 136	7,24 %	123 227	7,01 %	0,90 %	0,89 %
	Spécialiste des pêches (conformité des données), P-2	101 053	6,19 %	102 144	6,05 %	103 234	5,88 %	1,08 %	1,07 %
	Rédacteur/traducteur scientifique, P-2	98 509	6,04 %	99 599	5,90 %	100 690	5,73 %	1,11 %	1,09 %
	Spécialiste des pêches (questions juridiques et institutionnelles), P-3	101 780	6,24 %	103 234	6,12 %	104 688	5,96 %	1,43 %	1,41 %
	Chargé de liaison, P-2 (2 mois en 2015)	-	-	14 540	0,86 %	69 065	3,93 %	-	375,00 %
	Sous-total personnel du cadre organique	961 821	58,93 %	985 449	58,42 %	1 049 061	59,70 %	2,46 %	6,46 %
PERSONNEL	PERSONNEL ADMINISTRATIF*								
	Associé au programme, G-6	80 697	4,94 %	81 424	4,83 %	82 151	4,68 %	0,90 %	0,89 %
	Programmeur / analyste systèmes, G-6	74 881	4,59 %	75 608	4,48 %	76 335	4,34 %	0,97 %	0,96 %
	Assistant administratif / dactylographe, G-3 (4 mois de congé sans traitement en 2014)	36 350	2,23 %	50 890	3,02 %	51 617	2,94 %	40,00 %	1,43 %
	Assistant administratif, G-3	54 525	3,34 %	55 252	3,28 %	55 979	3,19 %	1,33 %	1,32 %
	Agent de sécurité, G-2	-	-	-	-	-	-	-	-
		Sous-total personnel administratif	246 453	15,10 %	263 174	15,60 %	266 082	15,14 %	6,78 %
	TOTAL PERSONNEL	1 208 274	74,03 %	1 248 623	74,02 %	1 315 143	74,85 %	3,34 %	5,33 %
FONCTIONNEMENT	Personnel temporaire (agents de sécurité, soutien admin., heures supplémentaires)	50 890	3,12 %	58 160	3,45 %	58 160	3,31 %	14,29 %	0,00 %
	Consultants (y compris les traducteurs de publications scientifiques)	19 993	1,22 %	19 993	1,19 %	19 993	1,14 %	0,00 %	0,00 %
	Voyages (membres du personnel, membres du bureau, coordinateurs, indemnités journalières de subsistance et billets)	65 430	4,01 %	61 795	3,66 %	61 795	3,52 %	-5,56 %	0,00 %
	Formation	3 635	0,22 %	3 635	0,22 %	3 635	0,21 %	0,00 %	0,00 %
	Matériel de consommation courante (y compris l'impression de documents)	9 088	0,56 %	9 088	0,54 %	9 088	0,52 %	0,00 %	0,00 %
	Matériel durable	4 362	0,27 %	4 362	0,26 %	4 362	0,25 %	0,00 %	0,00 %
	Dépenses générales de fonctionnement	21 083	1,29 %	18 175	1,08 %	18 175	1,03 %	-13,79 %	0,00 %
	Services internes / externes (refacturation)	127 225	7,80 %	119 955	7,11 %	119 955	6,83 %	-5,71 %	0,00 %
	Groupe de travail / Programme cadre	18 175	1,11 %	36 350	2,15 %	36 350	2,07 %	100,00 %	0,00 %
	Voyages des interprètes (indemnités journalières de subsistance et billets)	18 175	1,11 %	18 175	1,08 %	18 175	1,03 %	0,00 %	0,00 %
	TOTAL FONCTIONNEMENT	338 055	20,71 %	349 687	20,73 %	349 687	19,90 %	3,44 %	0,00 %
	BUDGET AUTONOME (personnel + fonctionnement)	1 546 329		1 598 310		1 664 830		3,36 %	4,16 %
DIVERS	Frais de représentation et frais divers (1 % du budget autonome)	15 463		15 983		16 648		3,36 %	4,16 %
	Dépenses d'appui de la FAO (4,5 pour cent du total)	70 281		72 643		75 667		3,36 %	4,16 %
	TOTAL BUDGET AUTONOME	1 632 073	2 244 942 \$EU	1 686 936	2 320 407 \$EU	1 757 145	2 416 981 \$EU	3,36 %	4,16 %

* Les salaires du personnel du cadre organique et du personnel administratif pour 2014 et 2015 sont basés sur les dépenses effectives de 2013.

** Taux des Nations Unies au 1er avril 2014 (1 EUR = 1.3755158 \$EU) (1 \$EU = 0.727 EUR).

B- Programme cadre de la CGPM / activités financées par des ressources extrabudgétaires		2014		2015		2016		(%)	(%)
		EUR (€)**	% du total	EUR (€)**	% du total	EUR (€)**	% du total	2014-2015	2015-2016
ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	Plans de gestion pluriannuels, y compris la gestion des captures rejetées, des aires marines protégées et les activités de suivi, de contrôle et de surveillance	350 000	35,50 %	350 000	28,32 %	350 000	28,32 %	0,00 %	0,00 %
	Collecte de données	120 000	12,17 %	120 000	9,71 %	120 000	9,71 %	0,00 %	0,00 %
	Développement durable de la pêche artisanale	150 000	15,21 %	150 000	12,14 %	150 000	12,14 %	0,00 %	0,00 %
	Aquaculture, y compris plateforme multi-acteurs	80 000	8,11 %	170 000	13,75 %	170 000	13,75 %	112,50 %	0,00 %
	Renforcement des capacités et aide financière à la participation	60 000	6,09 %	140 000	11,33 %	140 000	11,33 %	133,33 %	0,00 %
	Appui à l'approche sous-régionale, y compris en mer Noire	80 000	8,11 %	160 000	12,94 %	160 000	12,94 %	100,00 %	0,00 %
	Dépenses de fonctionnement liées aux locaux de la CGPM	146 000	14,81 %	146 000	11,81 %	146 000	11,81 %	0,00 %	0,00 %
	TOTAL ACTIVITÉS FINANÇÉES PAR DES RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES (EUR)	986 000		1 236 000		1 236 000		25,35 %	0,00 %

ANNEXE 2

Note explicative sur la structure du budget autonome proposé pour la période triennale 2014-2016

Le budget autonome de la CGPM proposé pour la période triennale 2014-2016, tel que décrit dans les annexes 1, 2 et 3, est présentée conformément à l'Article 11 du projet de modification de l'Accord portant création de la CGPM, aux orientations formulées par la Commission³ et aux pratiques comptables de la FAO. Les dépenses – qui seront progressivement alignées sur les chapitres du budget de la FAO – sont réparties entre les principaux chapitres suivants: i) dépenses de personnel du Secrétariat; ii) fonctionnement (dépenses liées à l'exécution des activités de la Commission), subdivisé en différents sous-chapitres; iii) frais divers, comprenant les frais de représentation et divers types de dépenses ainsi que le coût des services de la FAO, fixés respectivement à 1 pour cent et 4,5 pour cent du budget autonome; et iv) activités stratégiques menées au titre du Programme cadre de la CGPM et financées par des ressources extrabudgétaires.

Chapitre premier: Dépenses de personnel du Secrétariat

Ce chapitre couvre les traitements et tous les coûts et indemnités du personnel du Secrétariat. Il comprend la rémunération mensuelle brute du personnel, qui peut être ajustée par les Nations Unies à la suite d'études du coût de la vie et des variations des taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro, et les autres dépenses liées au régime de retraite, aux allocations pour charges de famille et aux assurances maladie et accident. Certaines dépenses ne s'appliquent qu'aux membres du personnel de la catégorie du cadre organique, telles que les dépenses liées aux congés dans les foyers (une fois tous les deux ans) ou les indemnités pour frais d'études des enfants, tandis que les heures supplémentaires, par exemple, ne s'appliquent qu'au personnel de la catégorie des services généraux. Le budget proposé prévoit l'éventuel recrutement, en 2014, d'un assistant administratif (au niveau G-3/G-4), dans le cas où ce poste resterait vacant (la personne qui occupe cette fonction est en congé sans traitement prolongé) et le recrutement d'un chargé de liaison en 2015 (2 mois).

Chapitre deux: Fonctionnement

Personnel temporaire: Une provision pour personnel temporaire et heures supplémentaires (70 000 \$EU pour 2014 et 80 000 \$EU pour 2015-2016) établie sur la base des dépenses effectives en 2013 et les besoins effectifs du Secrétariat a été constituée (légère hausse du taux des retraités assurant la sécurité en 2014 et remplacement de l'assistant administratif en congé sans traitement pendant 4 mois).

Consultants: Le budget proposé pour ce poste est de 27 500 \$EU pour la période triennale de 2014 à 2016 et servira à couvrir le coût des experts en pêches artisanales et en collecte de données, le consultant chargé de liaison et le traducteur/réviseur en charge de la mise au point des versions arabes des documents de travail et du rapport de la session annuelle de la Commission.

Voyages officiels: Ce chapitre couvre les frais de voyages officiels (billets et *per diem*) du personnel du Secrétariat et des consultants, experts et spécialistes externes, pour un montant de 90 000 \$EU en 2014 et de 85 000 \$EU par an en 2015 et en 2016. Les montants proposés couvrent la participation du Secrétariat aux activités de la CGPM et à certaines réunions des organisations partenaires. La participation à des réunions non-CGPM permet au Secrétariat d'échanger des informations, d'améliorer la coopération et la coordination avec d'autres organes régionaux des pêches et de maintenir le contact avec les autorités du secteur des pêches avec lesquelles elle est amenée à travailler.

³ Paragraphe 123 du rapport de la trente-deuxième session de la Commission.

Formation: Il est proposé de maintenir l'allocation à **5 000 \$EU** par an au cours de la période triennale, pour la formation du personnel du Secrétariat et les activités de formation liées à la Commission.

Achat de matériel fongible: Ce poste du budget – destiné à couvrir les dépenses en matériel fongible (matériel nécessaire pour les réunions, logiciels, plaques nominatives, etc.) et l'impression des rapports et publications de la CGPM – prévoit des dépenses de **12 500 \$EU** par an de 2014 à 2016.

Matériel durable: Une allocation de **6 000 \$EU** par an pour la période des trois ans est proposée pour couvrir l'achat de ces biens, qui comprend des équipements (ordinateurs, ordinateurs portables, etc.).

Dépenses générales de fonctionnement: Ces sous-chapitres couvrent les frais généraux, notamment le coût de la location d'un serveur informatique et le coût des services d'appui à l'organisation des réunions des organes subsidiaires du Comité scientifique consultatif et du Comité de l'aquaculture, les imprévus, etc. Il est proposé d'affecter à ce poste budgétaire une somme forfaitaire de **29 000 \$EU** en 2014 et de **25 000 \$EU** en 2015 et en 2016.

Services internes / externes (facturation interne): Ce sous-chapitre couvre les frais d'interprétation en quatre langues des réunions statutaires de la CGPM (voyages et indemnités de subsistance non compris), y compris les sessions du Comité d'application et du Comité de l'administration et des finances (CAF), pour **175 000 \$EU** en 2014 et **165 000 \$EU** par an en 2015 et en 2016. Ce sous-chapitre couvre également les frais liés à l'impression des documents des réunions, leur traduction dans les trois langues de travail officielles de la Commission, l'envoi par poste, valise diplomatique et DHL, si nécessaire, ainsi que d'autres frais moins importants de communication (factures de téléphones mobiles et de télécopieurs) et de services connexes; il couvre enfin les dépenses de transport, de fournitures et autres dépenses.

Groupe spécial/Programme cadre: Ce poste budgétaire se monte à **25 000 \$EU** en 2014 et à **50 000 \$EU** par an en 2015 et en 2016. Il couvre les dépenses liées aux activités du Groupe spécial pour la modernisation du cadre juridique et institutionnel de la CGPM et du premier Programme cadre de la CGPM.

Voyages des interprètes: Ce chapitre alloue **25 000 \$EU** par an en 2014, 2015 et 2016 pour couvrir les frais de voyage officiel (billets et *per diem*) des interprètes qui travaillent aux réunions statutaires de la CGPM.

Chapitre 3: Frais de représentation et frais divers, dépenses d'appui administratif de la FAO

La première ligne du budget a principalement trait aux autres dépenses (dont les frais de représentation et les dépenses diverses). Il est proposé de le laisser à 1 pour cent du budget autonome total, soit **21 270 \$EU** en 2014, **21 985 \$EU** en 2015 et **22 900 \$EU** en 2016. Les dépenses d'appui de la FAO ont été calculées au taux de 4,5 pour cent du budget initial total, conformément à l'Article III.5 du Règlement financier de la CGPM. Compte tenu de ce qui précède, les montants de **96 672 \$EU**, **99 922 \$EU** et **104 081 \$EU** ont été respectivement affectés pour 2014, 2015 et 2016.

Chapitre 4: Activités stratégiques (financées par des contributions volontaires)

Les activités stratégiques identifiées dans le cadre du Programme cadre de la CGPM ainsi que l'allocation prévue pour leur financement sont listées dans ce chapitre.

ANNEXE 3

Tableau comparatif des contributions au budget de la CGPM pour 2014-2016

Pays	2014	2015	Variation 2014-2015 (en %)	2016*	Variation 2015-2016 (en %)
Albanie	20,434	21,030	2.92	21,775	3.54
Algérie	72,089	73,102	1.41	78,041	6.76
Bulgarie	14,999	15,540	3.61	16,186	4.16
Croatie	62,143	64,595	3.95	67,283	4.16
Chypre	62,143	64,595	3.95	67,283	4.16
Égypte	90,882	90,914	0.04	90,474	-0.48
France	114,524	119,101	4.00	124,058	4.16
Grèce	62,143	64,595	3.95	67,283	4.16
Israël					
Italie	114,524	119,101	4.00	124,058	4.16
Japon	114,531	119,101	3.99	124,058	4.16
Liban	17,697	18,328	3.57	19,066	4.03
Libye	102,131	100,619	-1.48	99,740	-0.87
Malte	62,143	64,595	3.95	67,283	4.16
Monaco	9,761	10,089	3.36	10,509	4.16
Monténégro	10,882	11,239	3.28	11,696	4.07
Maroc	36,322	34,843	-4.07	34,238	-1.74
Roumanie	14,999	15,540	3.61	16,186	4.16
Slovénie	62,143	64,595	3.95	67,283	4.16
Espagne	114,524	64,595	-43.60	67,283	4.16
République arabe syrienne	17,407	17,611	1.17	17,903	1.66
Tunisie	91,586	100,771	10.03	109,203	8.37
Turquie	241,986	327,823	35.47	364,970	11.33
Communauté européenne	734,949	738,085	0.43	751,122	1.77
TOTAL (\$EU)	2,244,942	2,320,407	3.36	2,416,981	4.16

* Les contributions de 2016 ont été estimées sur la base des données 2015 (élément richesse et élément captures).

ANNEXE 4 a)

Contributions au budget de la CGPM pour 2014 (sur la base des moyennes 2009-2011)

Membre	\$EU	%	\$EU	Coefficient	\$EU	Total pondéré	\$EU
Albanie	20,434	0.91	9,761	1	5,238	19,226	5,435
Algérie	72,089	3.21	9,761	1	5 238	201,960	57 090
Bulgarie	14,999	0.67	9,761	1	5 238		
Croatie	62,143	2.77	9,761	10	52 382		
Chypre	62,143	2.77	9,761	10	52 382		
Égypte	90,883	4.05	9,761	1	5 238	268,445	75 884
France	114,525	5.10	9,761	20	104 764		
Grèce	62,143	2.77	9,761	10	52 382		
Israël							
Italie	114,525	5.10	9,761	20	104 764		
Japon	114,532	5.10	9,761	20	104 764	25	7
Liban	17,697	0.79	9,761	1	5 238	9,545	2 698
Libye	102,131	4.55	9,761	10	52 382	141,462	39 988
Malte	62,143	2.77	9,761	10	52 382		
Monaco	9,761	0.43	9,761				
Monténégro	10,882	0.48	9,761			3,969	1 122
Maroc	36,322	1.62	9,761	1	5 238	75,434	21 323
Roumanie	14,999	0.67	9,761	1	5 238		
Slovénie	62,143	2.77	9,761	10	52 382		
Espagne	114,525	5.10	9,761	20	104 764		
République arabe syrienne	17,407	0.78	9,761	1	5 238	8,518	2 408
Tunisie	91,586	4.08	9,761	1	5 238	270,933	76 587
Turquie	241,986	10.78	9,761	1	5 238	802,988	226 987
Communauté européenne	734,949	32.74	9,761			2,565,419	725 189
		100		150		4,367,925	
	2,244,942		224,494		785,730		1,234,718

Budget total	2 244 942	\$EU
Contribution de base	10%	du budget total
	224 494	\$EU
Nombre de Membres*	23	
Budget total moins contribution de base	2 020 448	\$EU
Composante PIB	35%	du budget total
	785 730	\$EU
Composante captures	55%	du budget total
	1 234 718	\$EU

* Membres payant leur contribution au budget autonome

ANNEXE 4 a)

Production de la pêche et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (2009-2011)

Membres	Total pondéré	2009 tonnes			2010 tonnes			2011 tonnes			Moyenne (2009-2011) tonnes		
		Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques
Albanie	19,226	1,763	3,125	435	2,020	2,776	328	1,845	2,606	375	1,876	2,836	379
Algérie	201,960	48	32,137	95,376	119	30,460	63,147	200	31,247	70,512	122	31,281	76,345
Bulgarie	22,845	807	2,545	4,845	698	5,311	4,373	642	3,720	4,425	716	3,859	4,548
Croatie	114,120	9,163	6,604	48,760	8,943	6,161	46,250	6,563	9,022	61,530	8,223	7,262	52,180
Chypre	21,301	3,345	1,367	18	4,045	1,382	18	4,678	1,143	25	4,023	1,297	20
Égypte	268,445		61,354	17,437		63,185	14,204		65,913	11,887		63,484	14,509
France	139,083	24,176	12,180	7,710	22,285	12,136	5,471	18,460	10,720	4,237	21,641	11,679	5,806
Grèce	702,255	118,91	49,587	31,027	118,041	44,151	24,674	135,015	42,151	19,609	123,991	45,296	25,103
Israël	15,670	1,866	1,715	546	2,050	1,726	410	2,326	1,728	410	2,081	1,723	455
Italie	1,160,520	123,09	159,108	81,866	114,854	148,024	81,827	125,347	141,416	70,482	121,099	149,516	78,058
Japon	25		19									6	
Liban	9,545	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573
Libye	141,462	230	38,130	13,986	230	36,426	13,580	230	21,944	8,060	230	32,167	11,875
Malte	15,895	2,868	930	665	2,916	1,197	639	2,156	1,398	522	2,647	1,175	609
Monaco	4		1			1			1			1	
Monténégro	3,969	334	652	122	279	687	124	329	606	112	314	648	119
Maroc	75,434	74	15,240	25,341	49	14,385	19,532	64	11,849	14,786	62	13,825	19,886
Roumanie	1,059		202	130		147	84	1	342	195	0	230	136
Slovénie	2,737	377	194	679	119	195	576	495	236	495	330	208	583
Espagne	385,604	29,679	53,946	48,475	30,366	54,887	44,843	30,390	54,033	50,287	30,145	54,289	47,868
République arabe syrienne	8,518		2,087	1,020		2,112	844		1,565	635		1,921	833
Tunisie	270,933	3,703	48,393	48,291	4,280	51,914	44,754	7,247	51,877	50,099	5,077	50,728	47,715
Turquie	802,988	83,391	95,419	329,311	89,153	101,115	344,551	88,444	93,315	384,351	86,996	96,616	68,539
Union européenne	2,565,419												

- Source des données: Production de capture de la FAO 1950-2012 (au 31 mars 2014) | Production de l'Aquaculture de la FAO 1950-2012 (au 31 mars 2014).
- Total pondéré = 4 * (moyenne aquaculture) + 4 * (moyenne autres captures) + moyenne petits pélagiques.
- Les données relatives à l'«aquaculture» font référence à la zone «Méditerranée et mer Noire» et englobent tous les environnements (eaux saumâtres, eau douce, eau de mer).
- «Petits pélagiques» inclut les groupes CSITAPA suivants: 35 (harengs, sardines, anchois) et 37 (poissons pélagiques divers).
- «Autres captures» inclut toutes les espèces sauf la division 1 de la CSITAPA (poissons d'eau douce) et les groupes 35 (harengs, sardines, anchois) et 37 (poissons pélagiques divers) de la CSITAPA.
- Pour la Turquie, les données de captures des petits pélagiques sont: 69 890 (2009) 66 318 (2010) 70 613 (2011). Les données de la division 37.4.2 de la FAO (mer Noire) sont exclues du calcul du total pondéré.
- Pour l'UE, le total pondéré est la somme des totaux pondérés de ses États Membres.

ANNEXE 4 c)

Valeurs du PIB des pays de la CGPM (2009-2011)

Membres	Coefficient de la composante PIB	Moyenne sur 3 ans PIB/habitant				Moyenne sur 3 ans PIB en milliards			
		2009	2010	2011	Moyenne	2009	2010	2011	Moyenne
Albanie	1	3 846	3 764	4 109	3 906	12	12	13	12
Algérie	1	3 771	4 350	5 272	4 464	137	161	199	166
Bulgarie	1	6 403	6 335	7 287	6 675	49	48	54	50
Croatie	10	14 054	13 327	14 435	13 938	62	59	62	61
Chypre	10	29 428	27 889	29 207	28 841	24	23	25	24
Égypte	1	2 462	2 804	2 973	2 746	189	219	236	215
France	20	40 488	39 186	42 522	40 732	2 620	2 548	2 780	2 649
Grèce	10	28 452	25 851	25 631	26 644	321	292	290	301
Israël	10	26 032	30 389	33 250	29 890	195	232	258	228
Italie	20	35 073	33 761	36 148	34 994	2 111	2 042	2 195	2 116
Japon	20	39 473	43 118	46 135	42 909	5 035	5 495	5 897	5 476
Liban	1	8 159	8 552	9 148	8 620	35	37	40	37
Libye	10	10 456	10 456*	10 456*	10 456	62	62*	62*	62
Malte	10	19 564	19 625	21 964	20 384	8	8	9	8
Monaco	20	153 042	145 230	163 026	153 766	6	5	6	6
Monténégro		6 713	6 636	7 253	6 867	4	4	5	4
Maroc	1	2 861	2 823	3 044	2 909	91	91	99	94
Roumanie	1	7 651	7 670	8 874	8 065	164	164	190	173
Slovénie	10	24 051	22 898	24 478	23 809	49	47	50	49
Espagne	20	31 679	29 863	31 473	31 005	1 454	1 376	1 453	1 428
République arabe syrienne	1	2 564	2 747	2 747*	2 776	54	59	59*	60
Tunisie	1	4 177	4 207	4 350	4 245	44	44	46	45
Turquie	1	8 626	10 135	10 605	9 789	615	731	775	707
UE									

• Source des données: Banque Mondiale – Indicateurs mondiaux de développement (au 31 mars 2014)

* estimation basée sur les données de l'année précédente, aucune donnée n'étant disponible dans la base de données de la Banque Mondiale (au 31 mars 2014).

ANNEXE 5 a)

Prévision des contributions au budget de la CGPM pour 2015 (sur la base des moyennes 2010-2012)

Membre	\$EU	%	\$EU	Coefficient	\$EU	Total pondéré	\$EU
Albanie	21,030	0.91	10,089	1	5,451	18,795	5,491
Algérie	73,102	3.15	10,089	1	5 451	197,039	57 563
Bulgarie	15,539	0.67	10,089	1	5 451		
Croatie	64,595	2.78	10,089	10	54 506		
Chypre	64,595	2.78	10,089	10	54 506		
Égypte	90,914	3.92	10,089	1	5 451	258,009	75 375
France	119,101	5.13	10,089	20	109 012		
Grèce	64,595	2.78	10,089	10	54 506		
Israël							
Italie	119,101	5.13	10,089	20	109 012		
Japon	119,101	5.13	10,089	20	109 012		
Liban	18,328	0.79	10,089	1	5 451	9,545	2 788
Libye	100,619	4.34	10,089	10	54 506	123,312	36 024
Malte	64,595	2.78	10,089	10	54 506		
Monaco	10,089	0.43	10,089				
Monténégro	11,239	0.48	10,089			3,938	1 151
Maroc	34,843	1.50	10,089	1	5 451	66,075	19 303
Roumanie	15,539	0.67	10,089	1	5 451		
Slovénie	64,595	2.78	10,089	10	54 506		
Espagne	64,595	2.78	10,089	10	54 506		
République arabe syrienne	17,611	0.76	10,089	1	5 451	7,092	2 072
Tunisie	100,771	4.34	10,089	1	5 451	291,750	85 232
Turquie	327,823	14.13	10,089	10	54 506	901,034	263 228
Communauté européenne	738,085	31.81	10,089			2,491,941	727 996
		100		149		4,368,531	
	2,320,407		232,041		812,142		1,276,224

Budget total	2 320 407	\$EU
Contribution de base	10% du budget total	232 041 \$EU
Nombre de Membres*	23	
Budget total moins contribution de base	2 088 366	\$EU
Composante PIB	35% du budget total	812 142 \$EU
Composante captures	55% du budget total	1 276 224 \$EU

* Membres payant leur contribution au budget autonome

ANNEXE 5 b)

Production de la pêche et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (2010-2012)

Membres	Total pondéré	2010 tonnes			2011 tonnes			2012 tonnes			Moyenne (2010-2012) tonnes		
		Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques
Albanie	18,795	2,020	2,776	328	1,845	2,606	375	1,422	3,181	282	1,762	2,854	328
Algérie	197,039	119	30,460	63,147	200	31,247	70,512	367	34,109	71,449	229	31,939	68,369
Bulgarie	24,971	698	5,311	4,373	642	3,720	4,425	878	4,335	3,780	739	4,455	4,193
Croatie	116,626	8,943	6,161	46,250	6,563	9,022	61,530	6,226	10,278	53,326	7,244	8,487	53,702
Chypre	22,391	4,045	1,382	18	4,678	1,143	25	4,272	1,249	54	4,332	1,258	32
Égypte	258,009		63,185	14,204		65,913	11,887		54,070	15,263		61,056	13,785
France	125,714	22,285	12,136	5,471	18,460	10,720	4,237	19,535	7,772	3,802	20,093	10,209	4,503
Grèce	706,312	118,041	44,151	24,674	135,015	42,151	19,609	135,219	39,486	18,400	129,425	41,929	20,894
Israël	16,783	2,050	1,726	410	2,326	1,728	410	2,722	1,728	410	2,366	1,727	410
Italie	1,113,816	114,854	148,024	81,827	125,347	141,416	70,482	123,763	126,104	71,108	121,321	138,515	74,472
Japon													
Liban	9,545	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573
Libye	123,312	230	36,426	13,580	230	21,944	8,060	230	25,684	9,320	230	28,018	10,320
Malte	18,271	2,916	1,197	639	2,156	1,398	522	4,066	1,507	694	3,046	1,367	618
Monaco	4		1			1			1			1	
Monténégro	3,938	279	687	124	329	606	112	329	626	155	312	640	130
Maroc	66,075	49	14,385	19,532	64	11,849	14,786	169	10,119	17,369	94	12,118	17,229
Roumanie	1,703		147	84	1	342	195	2	684	126	1	391	135
Slovénie	2,608	119	195	576	495	236	495	364	260	76	326	230	382
Espagne	359,528	30,366	54,887	44,843	30,390	54,033	50,287	29,636	35,881	42,678	30,131	48,267	45,936
République arabe syrienne	7,092		2,112	844		1,565	635		1,180	370		1,619	616
Tunisie	291,750	4,280	51,914	44,754	7,247	51,877	50,099	7,607	59,996	48,713	6,378	54,596	47,855
Turquie	901,034	89,153	101,115	344,551	88,444	93,315	384,351	101,248	149,551	246,772	92,948	114,660	70,599
UE	2,491,941												

- Source des données: Production de capture de la FAO 1950-2012 (au 31 mars 2014) | Production de l'Aquaculture de la FAO 1950-2012 (au 31 mars 2014).
- Total pondéré = 4 * (moyenne aquaculture) + 4 * (moyenne autres captures) + moyenne petits pélagiques.
- Les données relatives à l'«aquaculture» font référence à la zone «Méditerranée et mer Noire» et englobent tous les environnements (eaux saumâtres, eau douce, eau de mer).
- «Petits pélagiques» inclut les groupes CSITAPA suivants: 35 (harengs, sardines, anchois) et 37 (poissons pélagiques divers).
- «Autres captures» inclut toutes les espèces sauf la division 1 de la CSITAPA (poissons d'eau douce) et les groupes 35 (harengs, sardines, anchois) et 37 (poissons pélagiques divers) de la CSITAPA.
- Pour la Turquie, les données de captures des petits pélagiques sont: 66 318 (2010) 70 613 (2011) 78 431 (2012). Les données de la division 37.4.2 de la FAO (mer Noire) sont exclues du calcul du total pondéré.
- Pour l'UE, le total pondéré est la somme des totaux pondérés de ses États Membres.

ANNEXE 5 c)

Valeurs du PIB des pays de la CGPM (2010-2012)

Membres	Coefficient de la composante PIB	Moyenne sur 3 ans PIB/habitant				Moyenne sur 3 ans PIB en milliards			
		2010	2011	2012	Moyenne	2010	2011	2012	Moyenne
Albanie	1	4 109	4 000	4 000*	4 036	13	13	13*	13
Algérie	1	5 272	5 348	5 348*	5 322	199	206	206*	204
Bulgarie	1	7 287	6 978	6 978*	7 081	54	51	51*	52
Croatie	10	14 435	13 881	13 881*	14 065	62	59	59*	60
Chypre	10	29 207	26 070	26 070*	27 116	25	23	23*	23
Égypte	1	2 973	3 256	3 256*	3 162	236	263	263*	254
France	20	42 522	39 772	39 772*	40 688	2 780	2 613	2 613*	2 668
Grèce	10	25 631	22 083	22 083*	23 266	290	249	249*	263
Israël	20	33 250	33 250	33 250*	33 250	258	258*	258*	258
Italie	20	36 148	33 072	33 072*	34 097	2 195	2 015	2 015*	2 075
Japon	20	46 135	46 720	46 720*	46 525	5 897	5 960	5 960*	5 939
Liban	1	9 148	9 705	9 705*	9 520	40	43	43*	42
Libye	10	10 456*	10 456*	10 456*	10 456	62*	62*	62*	62
Malte	10	21 964	20 848	20 848*	21 220	9	9	9*	9
Monaco	20	163 026	163 026*	163 026*	163 026	6	6*	6*	6
Monténégro		7 253	7 041	7 041*	7 112	5	4	4*	4
Maroc	1	3 044	2 902	2 902*	2 950	99	96	96*	97
Roumanie	1	8 874	9 036	9 036*	8 982	190	193	193*	192
Slovénie	10	24 478	22 000	22 000*	22 826	50	45	45*	47
Espagne	10	31 473	28 624	28 624*	29 574	1 453	1 323	1 323*	1 366
République arabe syrienne	1	2 747*	3 289	3 289*	3 108	59*	74	74*	69
Tunisie	1	4 350	4 237	4 237*	4 275	46	46	46*	46
Turquie	10	10 605	10 666	10 666*	10 646	775	789	789*	784
Union européenne	-								

• Source des données: Banque Mondiale – Indicateurs mondiaux de développement (au 31 mars 2014)

* estimation basée sur les données de l'année précédente, aucune donnée n'étant disponible dans la base de données de la Banque Mondiale (au 31 mars 2014).

ANNEXE 6 a)

**Prévision des contributions au budget de la CGPM pour 2016
(sur la base des moyennes 2011-2013)**

Membre	\$EU	%	\$EU	Coefficient	\$EU	Total pondéré	\$EU
Albanie	21,775	0.90	10,509	1	5,677	18,522	5,589
	78,041	3.23	10,509	1	5 677	205,002	61 854
Bulgarie	16,186	0.67	10,509	1	5 677		
Croatie	67,283	2.78	10,509	10	56 775		
Chypre	67,283	2.78	10,509	10	56 775		
Égypte	90,474	3.74	10,509	1	5 677	246,208	74 288
France	124,058	5.13	10,509	20	113 549		
Grèce	67,283	2.78	10,509	10	56 775		
Israël							
Italie	124,058	5.13	10,509	20	113 549		
Japon	124,058	5.13	10,509	20	113 549		
Liban	19,066	0.79	10,509	1	5 677	9,545	2 880
Libye	99,740	4.13	10,509	10	56 775	107,569	32 457
Malte	67,283	2.78	10,509	10	56 775		
Monaco	10,509	0.43	10,509				
Monténégro	11,696	0.48	10,509			3,934	1 187
Maroc	34,237	1.42	10,509	1	5 677	59,827	18 051
Roumanie	16,186	0.67	10,509	1	5 677		
Slovénie	67,283	2.78	10,509	10	56 775		
Espagne	67,283	2.78	10,509	10	56 775		
République arabe syrienne	17,903	0.74	10,509	1	5 677	5,692	1 717
Tunisie	109,203	4.52	10,509	1	5 677	308,282	93 017
Turquie	364,970	15.10	10,509	10	56 775	986,608	297 686
Communauté européenne	751,122	31.08	10,509			2,454,582	740 613
		100		149		4,405,771	
	2,416,981		241,698		845,943		1,329,339

Budget total	2 416 981	\$EU
Contribution de base	10% du budget total	241 698 \$EU
Nombre de Membres*	23	
Budget total moins contribution de base	2 175 282	\$EU
Composante PIB	35% du budget total	845 943 \$EU
Composante captures	55% du budget total	1 329 339 \$EU

* Membres payant leur contribution au budget autonome

ANNEXE 6 b)

Production de la pêche et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (2011-2013)

Membres	Total pondéré	2011 tonnes			2012 tonnes						Moyenne (2011-2013) tonnes		
		Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques	Aquaculture	Autres captures	Petits pélagiques
Albanie	18,522	1,845	2,606	375	1,422	3,181	282	1,422*	3,181*	282*	1,563	2,989	313
Algérie	205,002	200	31,247	70,512	367	34,109	71,449	367*	34,109*	71,449*	311	33,155	71,137
Bulgarie	23,712	642	3,720	4,425	878	4,335	3,780	878*	4,335*	3,780*	799	4,130	3,995
Croatie	120,852	6,563	9,022	61,530	6,226	10,278	53,326	6,226*	10,278*	53,326*	6,339	9,859	56,061
Chypre	22,528	4,678	1,143	25	4,272	1,249	54	4,272*	1,249*	54*	4,407	1,214	44
Égypte	246,208		65,913	11,887		54,070	15,263		54,070*	15,263*		58,018	14,138
France	115,673	18,460	10,720	4,237	19,535	7,772	3,802	19,535*	7,772*	3,802*	19,177	8,755	3,947
Grèce	720,905	135,015	42,151	19,609	135,219	39,486	18,400	135,219*	39,486*	18,400*	135,151	40,374	18,803
Israël	17,682	2,326	1,728	410	2,722	1,728	410	2,722*	1,728*	410*	2,590	1,728	410
Italie	1,092,895	125,347	141,416	70,482	123,763	126,104	71,108	123,763*	126,104*	71,108*	124,291	131,208	70,899
Japon													
Liban	9,545	25	1,968	1,573	25	1,968	1,573	25*	1,968*	1,573*	25	1,968	1,573
Libye	107,569	230	21,944	8,060	230	25,684	9,320	230*	25,684*	9,320*	230	24,437	8,900
Malte	20,236	2,156	1,398	522	4,066	1,507	694	4,066*	1,507*	694*	3,429	1,471	637
Monaco	4		1			1			1*			1	
Monténégro	3,934	329	606	112	329	626	155	329*	626*	155*	329	619	141
Maroc	59,827	64	11,849	14,786	169	10,119	17,369	169*	10,119*	17,369*	134	10,696	16,508
Roumanie	2,436	1	342	195	2	684	126	2*	684*	126*	2	570	149
Slovénie	2,854	495	236	495	364	260	76	364*	260*	76*	408	252	216
Espagne	332,491	30,390	54,033	50,287	29,636	35,881	42,678	29,636*	35,881*	42,678*	29,888	41,932	45,214
République arabe syrienne	5,692		1,565	635		1,180	370		1,180*	370*		1,308	458
Tunisie	308,282	7,247	51,877	50,099	7,607	59,996	48,713	7,607*	59,996*	48,713*	7,487	57,290	49,175
Turquie	986,608	88,444	93,315	384,351	101,248	149,551	246,772	101,248*	149,551*	246,772*	96,980	130,806	75,466
Union européenne	2,454,582												

- Source des données: Production de capture de la FAO 1950-2012 (au 31 mars 2014) | Production de l'Aquaculture de la FAO 1950-2012 (au 31 mars 2014).
- Total pondéré = 4 * (moyenne aquaculture) + 4 * (moyenne autres captures) + moyenne petits pélagiques.
- Les données relatives à l'«aquaculture» font référence à la zone «Méditerranée et mer Noire» et englobent tous les environnements (eaux saumâtres, eau douce, eau de mer).
- «Petits pélagiques» inclut les groupes CSITAPA suivants: 35 (harengs, sardines, anchois) et 37 (poissons pélagiques divers).
- «Autres captures» inclut toutes les espèces sauf la division 1 de la CSITAPA (poissons d'eau douce) et les groupes 35 (harengs, sardines, anchois) et 37 (poissons pélagiques divers) de la CSITAPA.
- Pour la Turquie, les données de captures des petits pélagiques sont: 70 613 (2011) 78 431 (2012) 78 431 (2013). Les données de la division 37.4.2 de la FAO (mer Noire) sont exclues du calcul du total pondéré.
- Pour l'UE, le total pondéré est la somme des totaux pondérés de ses États Membres.

ANNEXE 6 c)

Valeurs du PIB des pays de la CGPM (2011-2013)

Membres	Coefficient de la composante PIB	Moyenne sur 3 ans PIB/habitant				Moyenne sur 3 ans PIB en milliards			
		2011	2012	2013	Moyenne	2011	2012	2013	Moyenne
Albanie	1	4 109	4 000	4 000*	4 036	13	13	13*	13
Algérie	1	5 272	5 348	5 348*	5 322	199	206	206*	204
Bulgarie	1	7 287	6 978	6 978*	7 081	54	51	51*	52
Croatie	10	14 435	13 881	13 881*	14 065	62	59	59*	60
Chypre	10	29 207	26 070	26 070*	27 116	25	23	23*	23
Égypte	1	2 973	3 256	3 256*	3 162	236	263	263*	254
France	20	42 522	39 772	39 772*	40 688	2 780	2 613	2 613*	2 668
Grèce	10	25 631	22 083	22 083*	23 266	290	249	249*	263
Israël	20	33 250	33 250	33 250*	33 250	258			258
Italie	20	36 148	33 072	33 072*	34 097	2 195	2 015	2 015*	2 075
Japon	20	46 135	46 720	46 720*	46 525	5 897	5 960	5 960*	5 939
Liban	1	9 148	9 705	9 705*	9 520	40	43	43*	42
Libye	10	10 456	10 456	10 456*	10 456	62	62	62*	62
Malte	10	21 964	20 848	20 848*	21 220	9	9	9*	9
Monaco	20	163 026	163 026	163 026*	163 026	6	6	6*	6
Monténégro		7 253	7 041	7 041*	7 112	5	4	4*	4
Maroc	1	3 044	2 902	2 902*	2 950	99	96	96*	97
Roumanie	1	8 874	9 036	9 036*	8 982	190	193	193*	192
Slovénie	10	24 478	22 000	22 000*	22 826	50	45	45*	47
Espagne	10	31 473	28 624	28 624*	29 574	1 453	1 323	1 323*	1 366
République arabe syrienne	1	2 747	2 747	2 747*	2 747	59	74	74*	69
Tunisie	1	4 350	4 237	4 237*	4 275	46	46	46*	46
Turquie	10	10 605	10 666	10 666*	10 646	775	789	789*	784
Union européenne									

• Source des données: Banque Mondiale – Indicateurs mondiaux de développement (au 31 mars 2014)

* estimation basée sur les données de l'année précédente, aucune donnée n'étant disponible dans la base de données de la Banque Mondiale (au 31 mars 2014).